



**PROCEDURE
AOO_16.2024**

**OBJET
FOURNITURE DE CONDUCTEUR HTC POUR LE
LABORATOIRE INSTITUT NEEL**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



CNRS – Délégation Alpes
25, Rue des Martyrs
BP 166

38042 GRENOBLE cedex 9

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 FORME DU MARCHÉ	4
1.3 DUREE D’EXECUTION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3 : PHASES D’EXECUTION DU MARCHÉ	4
3.1 DESCRIPTION ET DUREE PREVISIONNELLE DE CHACUNE DES PHASES	5
3.2 CONTENU DES PHASES	5
ARTICLE 4 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	6
ARTICLE 5 : ASSURANCE	6
ARTICLE 6 : DOCUMENTATION	6
ARTICLE 7 : PRIX	6
7.1 ETABLISSEMENT DES PRIX	6
7.2 CONTENU DES PRIX	6
ARTICLE 8 : AVANCE	7
ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ	7
ARTICLE 10 : ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	7
11.1. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	7
11.2. MODALITES DE FACTURATION ELECTRONIQUE	8
ARTICLE 11 : PÉNALITES DE RETARD	8
ARTICLE 12 : RESILIATION	8
ARTICLE 13 : CESSION - NANTISSEMENT	9
ARTICLE 14 : NORMES, BREVETS ET LICENCES.....	9
ARTICLE 15 : LITIGES	9
ARTICLE 16 : DEROGATIONS	9

Autorité publique contractante, Personne Responsable du Marché

Au sens du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) sont désignées :

a) Personne publique contractante :

Le Centre National de la Recherche Scientifique.

b) Personne Responsable du Marché

Le Délégué Régional - Délégation Alpes
25 rue des Martyrs, BP 166
38042 GRENOBLE Cedex 9

c) Ordonnateur des paiements :

Le Délégué Régional - Délégation Alpes
25 rue des Martyrs
BP 166
38042 GRENOBLE Cedex 9

d) Comptable assignataire des paiements :

L'Agent Comptable Secondaire - Délégation Alpes
25 rue des Martyrs
BP 166
38042 GRENOBLE Cedex 9

e) Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés et la cession de créance résultant du marché est :

Le Délégué Régional - Délégation Alpes
25 rue des Martyrs
BP 166
38042 GRENOBLE Cedex 9

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent document a pour objet la fourniture de conducteur HTC pour le laboratoire Institut Néel du CNRS.

Les caractéristiques techniques du marché sont définies dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Adresse d'exécution des prestations :

CNRS Délégations Alpes
25 rue des martyrs, BP 166
38042 Grenoble Cedex 9

1.2 FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché public simple.

Il est conclu sous la forme d'un appel d'offre ouvert en application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-2,1° du Code de la commande publique (CCP).

Il comprend la mise à disposition de conducteur HTC, le cas échéant en plusieurs lots, et sans garantie constructeur.

Le prix de la fourniture est ferme et définitif.

1.3 DURÉE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu pour une durée qui va de la notification du marché au titulaire à l'admission définitive de la fourniture.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces particulières du présent marché sont énumérées ci-après. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique, financière et calendaire du titulaire.

Toute clause portée dans les documents du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 : PHASES D'EXECUTION DU MARCHÉ

3.1 DESCRIPTION ET DURÉE PRÉVISIONNELLE DE CHACUNE DES PHASES

Le calendrier présenté ci-après est un calendrier prévisionnel d'exécution du marché.

ORDRE	PHASE	DESCRIPTION	DUREE / DATE LIMITE
1	Notification du marché (T0)	Début d'exécution	
2	Transmissions des rapports de contrôle et mise à disposition de l'ensemble de la fourniture (T1)	Exécution et notification du titulaire	T1= T0 + 180 jours
3	Livraisons (T2)	Notification du CNRS	T2 = T1 + 15 jours
4	Opérations de vérification et d'admission définitive du matériel (T3)	Notification du CNRS	T3 = T2 + 30 jours

Seul le calendrier d'exécution relatif à la mise à disposition, ou la livraison le cas échéant, de la fourniture présenté par le titulaire lors de la remise de son offre a valeur contractuelle dès notification du marché (cf. art. IX 2° du règlement de consultation).

3.2 CONTENU DES PHASES

1. Notification du marché (T0)

La notification s'entend comme la réception par le titulaire de l'acte d'engagement du marché. Les délais d'exécution du marché commencent à courir à compter de la date de notification.

2. Transmission des rapports de contrôle et mise à disposition de l'ensemble de la fourniture (T1)

Avant chaque livraison, le titulaire notifie par courriel au CNRS les rapports de contrôle de chaque longueur unitaire répondant aux caractéristiques de l'article II.2.a. du CCTP ainsi que la date prévisionnelle de sortie d'usine. Ces rapports sont transmis au moins 15 jours avant la date de sortie d'usine de chaque lot de la fourniture.

A défaut de notification par le CNRS d'une décision d'ajournement, de rejet ou de réfaction dans un délai de 15 jours ouvrés suivant cette transmission, les lots de la fourniture pourront être livrés.

3. Livraison (T2)

Pour le cas où la PSE n°1 est levée, le transport de l'ensemble des lots de la fourniture est à la charge du titulaire qui en assume les risques jusqu'au lieu de livraison. Dans ce cas, la livraison est actée par l'établissement d'un Bon de Livraison (BL) détaillant l'ensemble des lots de la fourniture qui auront été livrés.

A défaut de retenir la PSE n°1, le CNRS fait son affaire du transport des lots de la fourniture depuis le site de fabrication du titulaire. Dans ce cas, le CNRS transmet dès livraison le Bon de Livraison (BL) au titulaire.

4. Opérations de vérification et d'admission définitive du matériel (T3)

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti pour la vérification qualitative et quantitative des lots est de trente (30) jours calendaires à compter de la livraison d'un lot de la fourniture (T2). Cette phase est destinée à vérifier que les lots livrés présentent bien les caractéristiques visées au CCTP.

Cette phase donne lieu à un procès-verbal d'admission définitive établi par le CNRS.

Le procès-verbal d'admission définitif du lot est rédigé et signé à l'issue de ce délai :

- La vérification est positive : le CNRS procède à la mise en service opérationnel et à l'admission définitive du lot.
- La vérification est négative : le CNRS procède à l'ajournement, à la réfaction ou au rejet du lot.

Le procès-verbal de réception définitive est établi et signé par le CNRS, puis adressé au titulaire.

A défaut de notification par le CNRS de ce PV, ou d'une décision d'ajournement, de rejet ou de réfaction dans le délai précité de 30 jours calendaires suivant la date de livraison du lot de la fourniture, ce dernier est réputé définitivement admis.

L'admission définitive de chaque lot entraînera le transfert de propriété de celui-ci.

Le paiement du solde intervient à l'admission définitive du dernier lot de la fourniture.

ARTICLE 4 : OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et son personnel sont tenus par une stricte obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations de toute nature, techniques, financières, administratives ou nominatives ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS qui lui auront été communiquées par le CNRS, ou dont il aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

Le titulaire doit justifier sur demande du CNRS, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du CNRS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

L'attestation doit être remise dans les 15 jours suivant la demande du CNRS.

ARTICLE 6 : DOCUMENTATION

Les documents décrits au CCTP sont rédigés en français ou en anglais et doivent être fournis au plus tard en respectant les phases du calendrier prévisionnel de l'article 3 du présent CCAP.

ARTICLE 7 : PRIX

7.1 ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix sont établis, hors taxes, à la date prévue pour la remise des offres et pour les prestations définies dans le cahier des Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces prix sont établis en conformité avec la réglementation des prix.

Le prix du présent marché est ferme et définitif dans toutes ses composantes.

7.2 CONTENU DES PRIX

Les prix du marché, hors taxes, incluent tous les frais afférents à :

- La fourniture ;
- Les éventuels accessoires ;
- La documentation technique et les frais relatifs aux éventuelles réunions sur site ;
- Les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention et au stockage de la fourniture.

- Le cas échéant, le coût de la PSE facultative n°1 : frais afférents au transport jusqu'au lieu de livraison, incluant le dédouanement et l'assurance de la fourniture pour le transport.

Ces prix sont établis en considérant que le fournisseur est réputé connaître tous les éléments locaux en relation avec la livraison de la fourniture.

ARTICLE 8 : AVANCE

Une avance représentant 50 % du montant TTC du marché sera versée au titulaire, sauf refus formel de sa part à l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance sera effectué en une fois par précompte sur le solde due au titre du présent marché. Cette avance n'est ni actualisable, ni révisable.

L'avance sera payée au titulaire, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché, le cas échéant.

Conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique, lorsque la durée du marché est supérieure à 12 mois, le pourcentage de l'avance correspondante est appliqué à une somme égale à douze fois le montant toutes taxes comprises de la tranche considérée divisé par sa durée exprimée en mois.

ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

Outre l'avance prévue à l'article 9 ci-avant, l'échéancier des paiements en euros est le suivant :

- **Le solde** : à l'admission définitive du dernier lot de la fourniture.

Conformément à l'article R2192-17 du Code de la commande publique, si la vérification des prestations est postérieure à la date de réception de la demande de paiement, le délai de paiement des prestations est de 30 jours à compter de cette vérification dans les conditions de l'article 3 du présent CCAP.

ARTICLE 10 : ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

11.1. PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution de prestations stipulées dans le bon de commande et constatées par le CNRS.

La facture doit impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- La référence du marché public,
- La référence du bon de commande correspondant,
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché public,
- La prestation exécutée et les quantités réellement livrées,
- La date de livraison,
- La désignation de l'émetteur du bon de commande,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, par poste de facturation,
- Le montant total H.T, le taux et le montant de la T.V.A et le montant T.T.C des prestations exécutées.

Les factures afférentes aux paiements, sont libellées systématiquement au Service Central de Traitement de la Dépense du CNRS (SCTD) à l'adresse de facturation suivante, **et déposées sur Chorus Pro** :

CNRS-SCTD

1882

TSA 51003

La facture, libellée au nom du CNRS, doit être envoyée au signataire du bon de commande en trois exemplaires dont deux copies revêtues de la mention "DUPLICATA".

Afin d'optimiser le temps de traitement des factures, le titulaire veille :

- Au respect des mentions obligatoires devant figurer sur les factures au regard du Code du commerce (articles L.441-3 et R.123-237 et 238) et du code général des impôts (article 289, article 242 et article 242 *nonies* de l'annexe II) ;
- A faire apparaître impérativement sur ses demandes de paiement, le numéro de la commande du CNRS, le numéro de marché et le cas échéant, l'adresse de livraison (du bénéficiaire de la prestation)

11.2. MODALITÉS DE FACTURATION ÉLECTRONIQUE

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> ;
- Par dépôt au format PDF ;
- Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (UMR 5275) ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).

Le non-respect de ces consignes pourrait entraîner le rejet de la facture.

ARTICLE 11 : PÉNALITES DE RETARD

Lorsque le **délai contractuel de mise à disposition de l'ensemble de la fourniture, ou de livraison le cas échéant**, est dépassé (*Phase T2 – Cf. article 3 du présent document*), le titulaire encourt, avec mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité calculée par application de la formule suivante dans la limite de 10% du montant total du marché :

Date limite de réception dépassée :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

Dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = nombre de jours calendaires de retard.

Les délais se comprennent par référence au calendrier d'exécution contractuel, prorogés le cas échéant des délais de vérification des prestations stipulés à l'article 3 du présent CCAP.

ARTICLE 12 : RESILIATION

Le présent marché peut être résilié selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

ARTICLE 13 : CESSION - NANTISSEMENT

Lors de la notification, il est délivré directement au titulaire une copie du présent marché.
L'exemplaire unique destiné à former titre en cas de nantissement est fourni uniquement sur demande expresse du titulaire.

La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissemments et cessions de créances est le Délégué Régional Alpes - BP 166 - 38042 GRENOBLE Cedex 9. Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Alpes - BP 166 - 38042 GRENOBLE Cedex 9.

Les cessions de créances doivent être notifiées à l'Agent Comptable.

ARTICLE 14 : NORMES, BREVETS ET LICENCES

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

ARTICLE 15 : LITIGES

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées à l'amiable entre les deux parties seront soumises au Tribunal Administratif de Grenoble auquel les parties donnent attribution de compétence. Le Droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

ARTICLE 16 : DEROGATIONS

L'article 1.2 concernant la garantie de la fourniture déroge à l'article 33 du CCAG-FCS.

L'article 2 concernant les pièces constitutives du marché déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

L'article 3.2 concernant les modalités de notification déroge à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS.

L'article 3.2 concernant les délais de vérification quantitative et qualitative déroge à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

L'article 12 concernant les pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.